

Oui on peut faire une autre politique Par quel moyen ?

Qui dirige la France?

Ce sont les maîtres de l'économie capitaliste, ceux qui ont en mains les leviers décisifs de cette économie, ceux qui possèdent les moyens de production et d'échange. **Ce sont les multinationales capitalistes qui détiennent le pouvoir économique et financier et donc le pouvoir politique.** Les gouvernements, les Présidents ne sont que leurs exécutants.

Dans le monde les 500 multinationales les plus puissantes sont classées chaque année en fonction de leur chiffre d'affaire. La France est au 4^{ème} rang derrière les Etat-Unis, la Chine et le Japon.

Dans le classement 2015 figurent 31 multinationales françaises.

Les 20 premières sont:

TOTAL - AXA - BNP-Paribas - Société Générale - Carrefour - EDF - Engie - PSA-Peugeot - Auchan - Groupe BPCE - Finatis (commerce) - Renault - CNP Assurances - Saint-Gobain - Orange - Vinci - Christian Dior - Sanofi - Bouygues.

Ces entreprises ont un chiffre d'affaires (déclaré) de 1.250 milliards d'euros. Elles emploient plus de 3 millions de salariés.

La loi du profit capitaliste

Au 1^{er} semestre 2016, les seuls groupes du CAC40 ont annoncé avoir déjà engrangé 42,3 milliards de profits, 11% de plus qu'au 1^{er} semestre 2015.

Aujourd'hui des progrès techniques considérables comme le numérique, l'intelligence artificielle, créent la possibilité de mutations considérables dans tous les domaines de la société mais les

grands groupes capitalistes les captent pour en faire de nouvelles sources de profits et ils les utilisent pour développer de nouvelles formes d'exploitation des travailleurs.

Les capitalistes en veulent toujours plus. On ne voit jamais un gouvernement, un Ministre, un Président de la République s'opposer au comportement d'une grande société capitaliste.

Ils disposent entièrement des moyens mis à leur disposition par les gouvernements successifs

Réductions des cotisations patronales, nouveaux cadeaux fiscaux comme le crédit impôt compétitivité emploi, le pacte de responsabilité....

Dès le déclenchement de la crise actuelle du capitalisme en septembre 2008, les gouvernements européens ont injecté d'autorité 428 milliards d'euros dans les banques et les grandes entreprises capitalistes.

Le gouvernement Hollande continue la politique de son prédécesseur, il adapte toute la société aux exigences de la « compétitivité » des capitalistes.

C'est la réduction des dépenses publiques et sociales – casse du système hospitalier etc... C'est la création des grandes régions à vocation européenne

☛ L'Europe capitaliste : dans ce grand ensemble capitaliste créé en 1950, dirigé par des gouvernements serviles, dont le seul but est de donner plus de moyens aux capitalistes européens pour exploiter leurs peuples et trouver de nouvelles sources de profits pour se placer dans la concurrence capita-

liste mondiale .

☛ Les gouvernements français successifs participent activement aux guerres impérialistes. C'est le cas au Moyen- Orient avec les USA, pour contrôler les ressources économiques, les marchés et dominer politique et militairement cette région face aux concurrents comme la Russie ou la Chine avec les regroupements asiatiques possibles. C'est le cas en Afrique où la concurrence est rude avec les USA ou la Chine pour sauvegarder.

Ce n'est pas dans cette société là que nous voulons vivre.

Dans quelle société nous voulons vivre

➤ Une société où le développement des forces productives libérées de l'exploitation capitaliste, permettront de développer une industrie nouvelle dynamique, de créer des centaines de milliers d'emplois, de développer les services publics de santé pour tous, l'éducation, la formation, la recherche.

➤ Une société qui construira des centaines de milliers de logements, augmentera les salaires, les retraites.

➤ Une France qui refusera de participer aux guerres impérialistes, qui développera une politique de coopération avec tous les pays, sur un pied d'égalité, dans le respect de l'indépendance et de la souveraineté des nations et des peuples.

➤ Une France qui agira pour une politique de paix.